



## **Groupe de Travail du 14 octobre**

### *Déclaration liminaire des fédérations des finances CGT, SOLIDAIRES et FO*

Les agents des ministères économique et financier sont confrontés pour l'exercice de leurs missions à des difficultés particulières et dramatiques comme en témoignent notamment les exactions commises à Morlaix, Albertville, Questembert, Sarrebourg, sur plusieurs sites du Finistère, de la Haute-Garonne ou de la Saône et Loire, sans compter les multiples agressions verbales et menaces. Autant d'événements inacceptables dont la liste risque malheureusement de s'allonger. L'ensemble des fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO réitèrent leur plein et entier soutien aux agents victimes d'agressions.

La responsabilité du gouvernement est engagée : affaires Cahuzac et Thévenoud, légitimation d'un « ras-le-bol fiscal » par un ancien ministre devenu commissaire européen. Nous en oublions !!!

A bien des égards, la situation de travail faite au service public et aux agents de nos ministères relève bien de la responsabilité politique : diminution d'effectifs : - 30 000 agents en dix ans, suppression de moyens matériels, abandon de territoires, fiscalité injuste et peu lisible, abandon de la fiscalité écologique, sécurité et protection économique des citoyens et des consommateurs affaiblis, etc.

Cette politique dite du rabot est appliquée avec une brutalité sans égale : RGPP, RGPO, MAP, Démarches stratégiques, Revue des missions, etc. Ces « politiques de modernisation » ne sont pas des réformes modernes, tant il est dénié aux agents et aux citoyens la faculté d'intervenir, d'influer sur les choix opérés.

Bien au contraire, chaque jour, nous constatons l'extrême difficulté à aborder les questions essentielles de l'exercice de nos missions et de leur réelle efficacité au service des citoyens, de notre économie, de la qualité des outils de travail mis à notre disposition et plus largement celle de l'organisation du travail.

Dans un tel contexte, vous comprendrez que sur le fond, nous estimons que le projet d'accord sur la prévention des risques psychosociaux et la santé au travail au sein des MEF présenté par le Secrétariat Général est loin de répondre à l'ensemble des enjeux posés. Même si des problématiques abordées lors de Groupes de travail du CHSCTM y figurent. Nous remarquons aussi que des points sur lesquels nous avons marqué des désaccords à la fois sur le fond et la méthode sont toujours présents. Sur la méthode justement, nous constatons que nous avons été mis devant le fait accompli s'agissant du changement de périmètre des discussions.

Les Fédérations des finances CGT, Solidaires, FO continueront de prendre toute leur place et leur responsabilité pour aboutir à de meilleures conditions et une meilleure qualité de travail pour tous les agents des ministères économique et financier. Nos collègues ne peuvent se satisfaire de soutiens verbaux, les ministres doivent engager les actes et les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif.

Paris, le 14 octobre 2014.